

---

## Entretien avec le collectif Catai : de Catai à Berta en passant par *Potere al Popolo*.

*An interview with Catai collective : from Catai to Berta, by way of Potere al Popolo*

**Marco Rampazzo Bazzan et Catai**

Traducteur : Andrea Cavazzini

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/2498>

DOI : 10.4000/grm.2498

ISSN : 1775-3902

### Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

### Référence électronique

Marco Rampazzo Bazzan et Catai, « Entretien avec le collectif Catai : de Catai à Berta en passant par *Potere al Popolo*. », *Cahiers du GRM* [En ligne], 16 | 2020, mis en ligne le 11 juillet 2020, consulté le 28 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/grm/2498> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.2498>

---

Ce document a été généré automatiquement le 28 décembre 2020.

© GRM - Association

---

# Entretien avec le collectif Catai : de Catai à Berta en passant par *Potere al Popolo*.

*An interview with Catai collective : from Catai to Berta, by way of Potere al Popolo*

**Marco Rampazzo Bazzan et Catai**

Traduction : Andrea Cavazzini

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet entretien naît du souhait de connaître et de faire connaître l'histoire du collectif padouan Catai, de réfléchir avec ses membres sur leur trajet politique pendant les quatre années de vie de l'association, de comprendre la définition des objectifs de ce projet, son évolution et ses perspectives.

Les questions visent à rendre possible un moment de réflexion sur notre époque, sur le contexte historique, politique et social dans lequel nous pensons et agissons aujourd'hui, ainsi qu'à instaurer une communication entre cette expérience et d'autres expériences plus ou moins proches, au sein du monde contemporain.

Traduction de l'italien par Andrea Cavazzini. Les notes de bas de pages entre crochets sont du traducteur.

*Cahiers du GRM* : Comment est né Catai ? À quels problèmes, à quelles exigences, a-t-il essayé de fournir une réponse ? Quelle est en somme sa préhistoire ? Pourquoi des étudiants et étudiantes de l'Université de Padoue ont-ils décidé de donner vie à cette association ?

*Collectif Catai* : Au moment de la création de Catai, nous étions déjà un groupe organisé, le « nœud » padouan d'un réseau national qui s'appelait *Clash City Workers*, qui existait dans une dizaine de villes italiennes depuis sa constitution à Naples en 2010 en pleine déroute de l'Onda, le dernier grand mouvement étudiant de masse en

Italie. Face à l'échec de cette mobilisation, de nombreux camarades qui se trouvaient dans la phase de transition entre la fin des études et la précarité professionnelle accomplie ont décidé de regarder au-delà du monde étudiant et du « mouvement » en général. Ils ont critiqué les traits autoréférentiels de l'Onda et son incapacité structurelle à sédimenter les processus organisationnels nécessaires pour orienter le mouvement social vers une finalité réellement transformatrice.

L'attention s'est donc concentrée entièrement sur le monde du travail, sur les dynamiques et les tendances qui le traversent, avec la conviction que la contradiction capital-travail reste encore et toujours la contradiction décisive (elle est également décisive pour comprendre ce qui s'était passé dans les Universités et les écoles italiennes).

Au moment où la crise et sa gestion dominée par la logique de l'austérité accélèrent les processus de démantèlement et de privatisation des services publics et du Welfare State, les dynamiques de restructuration des filières de la valeur, la précarisation des rapports de travail (le Jobs Act voulu par le Parti démocratique devient une loi en 2014-2015<sup>1</sup>, la répression de la contestation etc., le *Clash City Workers* se consacre à un travail de soutien aux luttes et d'analyse du contexte de ces luttes.

Le soutien à l'égard des travailleurs passe par une présence directe : être présent devant les piquets de grève, mais aussi organiser des repas de solidarité pour soutenir du point de vue financier les grévistes, et encore – peut-être avant tout – essayer de relier les luttes de secteurs différents mais géographiquement proches les unes des autres ou présentant des situations analogues mais séparées par des milliers de kilomètres.

Telle a été notre activité, notamment à travers des entretiens vidéo-diffusés et des articles publiés sur notre site web – environ un millier de visiteurs individuels par jour dans la période la plus active – qui voulait fonctionner comme une « revue » au sens léninien : un site où un travailleur ou une travailleuse pourrait se retrouver dans les autres et donc jeter les bases de sa lutte organisée contre l'exploitation, les fermetures et les délocalisations, ainsi que les véritables arnaques à l'égard des travailleurs et des fonds publics qui se sont produites depuis 2008.

À ce travail, un autre s'est ajouté dès le départ : un travail d'étude et de critique des lois et des réformes du marché de la force-travail et l'analyse de documents produits par les institutions (Confindustria<sup>2</sup>, la BCE, les banques italiennes...).

C'est justement de l'analyse d'un document produit par un groupe bancaire italien très important ainsi que de l'analyse des limites des dernières grandes mobilisations « mouvementistes » dans l'automne 2013, qu'est issu un livre collectif qu'on a ensuite présenté<sup>3</sup> : cette publication a réussi à s'articuler aux intérêts et aux exigences d'autres réalités militantes italiennes, et surtout à renouveler, du point de vue de l'analyse, l'attention à l'égard de la contradiction capital-travail chez plusieurs jeunes militants dont la formation s'était faite dans les années précédentes.

Le « nœud » padouan du CCW naît en 2013, à travers la connaissance directe du travail mené à Naples – et aussi dans d'autres villes, comme Rome et Florence – par un petit groupe de camarades qui ont participé de manière très intense aux mobilisations étudiantes de 2008 à 2010. Des camarades ont poursuivi leur militantisme au sein de plusieurs collectifs universitaires. Ils ont, par exemple, instauré une salle d'étude

autogérée, occupée (et ensuite reprise par les autorités) au sein du pôle scientifique de l'Université de Padoue en 2012, un groupe d'études et de formation autogéré, qui a bénéficié de la disponibilité et de l'ouverture de chercheurs et enseignants universitaires en se confrontant longuement avec la pensée de Marx, l'opéraïsme italien et nordaméricain, le féminisme et avec des auteurs tels que Beverly J. Silver.

Au printemps 2015, les camarades de Naples ont occupé l'ancien hôpital psychiatrique judiciaire (OPG) de Materdei, une structure gigantesque, abandonnée depuis de nombreuses années au cœur de l'un des quartiers populaires du centre-ville napolitain. Il a été rapidement transformé en site d'une expérimentation politique et sociale très avancée. L'Ex-OPG Occupato « Je so' pazzo »<sup>4</sup> est un vaste centre-social<sup>5</sup> qui met au centre de ses initiatives la pratique d'un mutualisme de lutte, et l'impact de cela est d'emblée très fort, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre réseau. L'intervention politique ne se limite plus à viser les sites où le conflit des classes se manifeste de la manière la plus évidente et en même temps la plus « classique », mais d'essayer d'investir la totalité de la vie de la société qui est de plus en plus agressée depuis le début de la crise, qui souffre à cause des réductions subies par le Welfare State, des lacunes structurelles de la santé et de l'école, de la corruption ambiante, d'un discours idéologique centré sur la concurrence et l'individualisme.

Tout cela, cependant, s'inscrit non pas dans la logique de l'auto-conservation qui caractérise depuis trop longtemps la tradition des centres sociaux en Italie, laquelle subit d'ailleurs une répression de plus en plus féroce, mais dans la volonté de devenir un instrument utile pour le développement d'un mouvement réellement populaire, pour l'activation et l'action directe d'étudiants, de travailleurs, jeunes et moins jeunes, italiens ou étrangers.

Nous avons visité l'Ex-OPG vers la fin de l'été et nous avons décidé de faire quelque chose d'analogue ; nous construisons ainsi un projet pour obtenir un lieu qui ne servirait pas qu'à faire des réunions (à l'époque, nous étions hébergés dans les locaux d'une radio en ligne), mais qui serait un lieu de rencontre, d'organisation, d'élaboration culturelle et politique, afin de répondre aux besoins des réalités sociales auxquelles nous souhaitons nous adresser, et qui nous permettrait d'articuler au travail au sein du CCW une intervention politique à part entière.

On commence donc à concrétiser des idées qui restent un ressort essentiel de *Potere al Popolo*<sup>6</sup> et qui était déjà présente, en ce qui concerne le monde du travail, dans l'activité du CCW : nous ne pouvions plus nous voir – ce qui a été souvent le cas au sein du « mouvement » – comme une force externe qui pousse vers des positions révolutionnaires un « tissu » social prolétarien déjà constitué et organisé, ou qui en organise, dans la meilleure des hypothèses, la partie la plus radicale, et moins encore comme des francs-tireurs essayant d'orienter plus à gauche le centre-gauche. Notre tâche devait devenir celle de reconstruire et retisser un « tissu » social dans lequel une intervention politique deviendrait possible. La naissance de Catai est l'acte en lequel se concrétise ce saut qualitatif. Étant données la réalité de nos forces (une dizaine de militants) et la situation politique, administrative et répressive de Padoue, nous avons abandonné l'hypothèse d'occuper un immeuble (une pratique que nous voyions comme un moyen pour mener une activité politique et sociale, non comme une fin en soi) et nous avons décidé de louer des locaux, que nous avons trouvés dans

un site idéal, près de nombreux sites universitaires et d'un pont qui traverse le canal autour du centre-ville. Depuis janvier 2016, Catai et l'association « ControTempi » qui s'y rattache font leurs premières apparitions en tant que réalité organisée sur la scène de Padoue et de la Vénétie.

*Cahiers du GRM* : Quels sont vos rapports avec les réalités associatives, politiques et culturelles qui agissent dans le territoire ?

*Catai* : Des rapports extrêmement « laïques », c'est-à-dire sans préjugés ni fermetures aprioriques (sauf évidemment à l'égard de groupes fascistes, racistes, machistes, etc.). Il ne faut pas que les autres réalités partagent entièrement notre ligne politique : par le seul fait d'être des « associations », et non nécessairement des collectifs ou des sujets politiques, elles constituent un rempart permettant de tenir face aux processus de fragmentation sociale et de désintégration de tout lien social qui ont investi notre société ces dernières décennies, et, à ce titre, il s'agit de réalités avec lesquelles il est important de se confronter et de travailler.

L'enjeu est de partir d'une situation concrète, de problèmes réels – qu'il s'agisse d'une lutte syndicale, d'une situation d'état d'urgence ou d'un problème structurel – et des solutions qu'il est possible de proposer. Là où nous trouvons quelque chose d'utile, quelqu'un qui essaie de se rendre utile d'une manière dépourvue d'opportunisme, d'intérêts personnels ou partidaires, et aussi de barrières idéologiques qui dérivent vers le dogmatisme, eh bien c'est là que nous essayons d'instaurer un dialogue, de créer un lien. Comme on aime souvent à le rappeler, la pratique finit souvent par unir ce que les mots et la théorie divisent. En outre, nous avons essayé depuis le début de structurer Catai comme un espace ouvert, disponible à rencontrer et à accueillir, aussi dans un sens littéral, d'autres réalités.

*Cahiers du GRM* : Qu'est-ce que c'est que les « guichets » ? Quelle est leur manière de fonctionner ?

*Catai* : Les « guichets » sont la base de notre activité sociale. Dans les différentes phases de notre existence, nous avons ouvert un « guichet » contre l'exploitation, qui s'occupe de problématiques liées au travail, un autre qui accompagne des migrants demandeurs d'asile, un autre encore consacré à la santé, un autre à la santé mentale, etc. Il s'agit avant tout d'instances d'écoute, auxquelles les gens peuvent s'adresser pour essayer de dégager et de régler des problèmes individuels : la lecture du bulletin de paie, un licenciement, l'obtention du permis de séjour, l'accès aux soins...

S'il est possible, nous les aidons directement, grâce aux connaissances acquises au cours d'années de militantisme et partagées à travers notre réseau national ; sinon, on les oriente vers des lieux où le problème pourra être traité, vers des syndicats ou des « experts » (avocats, médecins...) qui travaillent avec nous.

Les « guichets » correspondent quelque part à une logique d'enquête : ils nous permettent de connaître et d'explorer la réalité sociale qui nous entoure et que nous n'arrivons pas à voir clairement, très souvent à cause de cette proximité ; en même temps, ils nous permettent d'être utiles, de tisser des liens humains et personnels et de créer des parcours de politisation à partir de la vie des gens. Ce dernier passage est très important : les guichets représentent à nos yeux une des bases de notre idée (et de notre pratique) du mutualisme, qui se différencie de la simple assistance dans la mesure où l'objectif n'est pas seulement de fournir un service pour régler un problème individuel, mais tout aussi bien de travailler avec les personnes qui

s'adressent à nous et de découvrir avec eux la racine sociale de leurs problèmes, ainsi que de trouver des solutions collectives pour des problèmes communs.

*Cahiers* : Comment arrivez-vous à concilier activités culturelles et activités politiques ? Quelle est la relation entre vos activités politiques et sociales, d'une part, et, d'autre part, des activités d'approfondissement culturel ?

*Catai* : Ce sont deux articulations d'un seul et unique projet. Avant même de donner vie à Catai, nous pensions déjà que l'un des points forts de ce lieu aurait pu et dû consister dans la coexistence dans le même site d'activités culturelles et d'activités politiques, et que la cohérence globale aurait surgi précisément de leur proximité, du fait d'avoir lieu au même endroit.

Si nous voulons transformer la société à travers notre activité politique, si nous souhaitons changer les horreurs, les souffrances et les injustices autour de nous, nous avons besoin de savoir dans quelle direction il faut agir, pour ne pas agir à la cantonade. C'est à cela que servent les activités culturelles : à lire le présent, à comprendre d'où on vient et vers quoi on se dirige.

En outre, nous avons besoin, pour ainsi dire, de créer l'eau dans laquelle pouvoir nager : un concert, un film, un débat, la présentation d'un livre, ce sont des moments où nous essayons de construire un imaginaire et une sensibilité partagés, à partir de l'idée qu'il est possible de penser une forme différente pour la société dans laquelle nous vivons, et que ce n'est pas vrai qu'« il n'y a pas d'alternative ».

En faisant tout cela, nous essayons de tenir compte du moment historique dans lequel nous nous trouvons : nous sommes encore en train de subir les effets de la chute du Mur de Berlin, de la dissolution de l'URSS, et du refoulement de l'horizon émancipateur qui en a suivi, un horizon qui restait lié, bien que d'une manière contradictoire, à ces expériences.

Pour que la mémoire des luttes et des mouvements sociaux qui ont changé le monde ces deux derniers siècles ne soit pas effacée, il faut se soucier de l'histoire, de *notre* histoire. Car il faut la réécrire, et trouver un équilibre entre deux tendances opposées : d'une part, sauver de l'oubli cette histoire, d'autre part ne pas la recevoir passivement, comme si tout ce qui s'est affublé de la couleur rouge devait automatiquement nous appartenir. Il faut comprendre et hériter, d'une manière consciente, et faire en sorte que ce travail culturel soit utile pour ce que nous faisons ici et maintenant, tous les jours.

*Cahiers* : Comment se fait la prise des décisions dans votre groupe ?

*Catai* : Les assemblées sont le lieu central de la décision ; elles ont lieu plusieurs fois par semaine sous des formes différentes. Nous prenons des décisions par le consentement, c'est-à-dire tendanciellement à l'unanimité. A l'instar de tous les collectifs ou groupes qui restent en-deçà du seuil de formalisation propre aux « partis » au sens classique du terme, beaucoup de choses passent par le réseau informel que nous tissons entre nous et en dehors des moments officiellement consacrés à la délibération.

On pourrait dire que le processus de décision, bien qu'il se cristallise en certains moments spécifiques (assemblées, discussions à travers une *mailing list* ou des *chat*), ne s'arrête jamais, ce qui implique des avantages et des désavantages. L'horizontalité radicale des décisions demande un énorme effort de socialisation et présente le

danger de créer des « verticalisations » non reconnues et donc d'autant moins maîtrisables. Nous intervenons sur ces risques en sédimentant de la confiance réciproque et de la responsabilité collective, ce qui n'est jamais une opération évidente.

*Cahiers* : Quelles décisions ont été pour vous des tournants positifs ou négatifs ? C'est-à-dire des moments lors desquels vous avez défini, et peut-être découvert, votre chemin et qui vous semblent avoir renforcé ou changé votre expérience ainsi que le groupe qui se reconnaît en elle et y contribue activement ?

*Catai* : Chaque nouvelle lutte, chaque rendez-vous dans la rue, chaque circonstance dans laquelle – tant au sein du collectif qu'au niveau du rapport avec notre « Dehors » – représente une mise à l'épreuve de la cohérence entre ce que l'on dit de soi et ce que l'on est en mesure de faire : il s'agit à chaque fois de passages virtuellement critiques et donc de tournants, qui exposent un parcours collectif à des tensions et à des décisions qui ne peuvent jamais être annulées.

On peut dire qu'on a connu plusieurs moments de ce type, qui nous ont amené à devenir autre chose qu'un simple collectif urbain para-universitaire et à préciser notre nature, aussi du point de vue de notre composition et de notre organisation interne. La première campagne significative menée par notre réseau sur le plan national, et déclinée par nous au niveau local, a été celle pour le « non social » contre la réforme de la Constitution en automne 2016<sup>7</sup>. Ensuite, les deux semaines de soutien matériel, organisationnel et communicationnel lors de la « Marche de la dignité » des demandeurs d'asile du centre d'accueil de Cona (en novembre 2017) a représenté une expérience cruciale (et demandant beaucoup d'efforts !) pour prouver, d'abord à nos propres yeux, notre capacité de mobilisation immédiate et totale lors d'un événement de cette portée.

Cependant, il ne fait aucun doute que les deux tournants fondamentaux pour notre collectif ont été, d'une part, notre adhésion au mouvement *Potere al Popolo* en novembre 2017 et, d'autre part, l'occupation de la « Casetta del popolo Berta » dans le quartier Arcella (mai 2019).

*Cahiers* : Comment Catai est devenu une antenne de *Potere al Popolo* ? Comment êtes-vous arrivés à cette décision ? Est-ce que vous pensez avoir renoncé à quelque chose en faisant ce choix, et qu'est-ce qu'il vous semble avoir gagné ?

*Catai* : Nous avons décidé de rallier *Potere al Popolo* déjà en novembre 2017, lorsque l'Ex-OPG publie une vidéo annonçant leur candidature pour les élections politiques de 2018. A certains égards, c'était un choix simple à faire : nous connaissions depuis longtemps les camarades de Naples, nous sommes nés et nous avons développé notre groupe en les adoptant comme des points de repère, nous partageons l'analyse de la conjoncture et la conviction qu'il était nécessaire d'opérer un saut qualitatif dans ce qu'on était en train de construire, notamment au sens de donner vie à une organisation capable de se donner un horizon d'action correspondant au niveau du pays (et construire une telle organisation était l'un des objectifs fondamentaux du geste de se présenter aux élections...)

Cependant, le processus a été moins linéaire sous d'autres aspects : tout en partageant les réflexions du groupe de Naples, et bien que la participation au vote et la « compromission » avec les institutions que cela implique ne nous pose aucun problème, il n'en restait pas moins que le pas à franchir était considérable, qu'il présentait beaucoup d'aspects inconnus et de risques (une accélération excessive de

nos rythmes « naturels » de développement, écrasement de la dimension locale par l'échelle nationale, accès au monde peu enthousiasmant des micropartis d'extrême gauche, dont certains ont participé à *Potere al Popolo* dans les phases initiales). Cette incertitude s'est exprimée dans le parcours qui a abouti à notre adhésion « officielle », qui s'est déroulé au long d'assemblées longues et tendues, et d'échanges épuisants par mail.

Toutefois, il faut dire que nous, on était dans *Potere al Popolo* avant même que cette organisation prenne sa forme actuelle ! Déjà en septembre 2017 l'Ex-OPG avait organisé une fête intitulée justement « Potere al popolo ! », dont le but était de lancer la constitution d'un réseau national capable de rassembler les réalités éparpillées dans tout le pays qui avaient fait partie du CCW ou qui faisaient référence au modèle représenté par l'Ex-OPG.

Les discussions menées à cette occasion s'étaient concrétisées en un sens dans la liste présentée aux élections (et dans l'organisation qui en était le vrai enjeu), dont la constitution ne nous a pas paru étonnante : nous y étions préparés. Cela n'empêche pas, comme on le disait, que le parcours ait été loin d'être linéaire, et que, au cours de la transition, quelques militants de Padoue se soient éloignés de Catai, ce qui est toujours un petit trauma. En adhérant à *Potere al Popolo*, nous avons certes « renoncé » à la bonhomie (et au paternalisme) du regard que jetaient sur nous des expériences politiques plus grandes ou des militants plus âgés. Néanmoins, il nous semble que, somme toute, nous n'avons pas renoncé à grand-chose : nous étions déjà une partie d'un réseau qui aspirait à exister à l'échelle nationale, et le fait d'avoir exploité un rendez-vous électoral pour nous donner une structure plus performante a été fondamental de ce point de vue.

*Cahiers* : Quels sont vos rapports avec le groupe napolitain de l'OPG dans la définition de vos activités ?

*Catai* : La réalité de Naples a été un point de repère pour notre organisation, tant du point de vue de la capacité à s'organiser que de celui de la production théorique, et elle continue à avoir ce rôle. Cette situation représente évidemment un problème auquel nous sommes en train d'essayer de remédier, en cherchant à assumer de plus en plus des tâches d'élaboration théorique et d'analyse politique que nous avons tendu autrefois à laisser à l'Ex-OPG en tant que secteur objectivement et subjectivement le plus avancé de notre organisation.

Nos priorités sont donc étroitement liées à l'OPG, bien qu'elles ne représentent pas une copie ni une simple mise en exécution de ce qui est dit ou fait à Naples. Un exemple peut être celui de notre mot d'ordre : le *mutualisme*. A partir des premières années du travail social et politique mené par l'OPG, il nous a semblé que l'on pouvait voir dans le mutualisme l'un des axes fondamentaux de l'intervention politique de notre organisation. Cela demande pourtant un processus de traduction : dire « mutualisme » à Naples n'est pas la même chose que le dire à Padoue. Ainsi, nous ne nous limitons pas à répéter un mot d'ordre ou à appliquer aveuglement dans la Vénétie quelque chose qui, de toute façon, marche bien à Naples.

Nous avons essayé de comprendre la structure sociale de notre ville et en général de notre territoire, nous avons ensuite essayé d'intervenir pratiquement à travers la maison du peuple « Berta », dont on va parler dans un instant, et, après quelques mois d'intervention, nous avons produit un document intitulé « Mutualisme dans le



Nord-Est », dans lequel nous explicitons ce processus de traduction et de critique dont il a été question : ainsi, notre liste de priorités devient une liste partagée, mais aussi articulée de manière différenciée, capable de transmettre un outil amélioré aussi à ceux qui l'ont adopté avant nous. Cette dynamique, en outre, est aussi présente dans le rapport avec les autres « nœuds » qui constituent le réseau de *Potere al Popolo*, et qui constituaient souvent l'ancien réseau des *CCW* : dans beaucoup de cas, les priorités sont le fruit d'une définition réellement collective.

*Cahiers* : Vous utilisez un slogan, « Creare potere popolare », « Créer le pouvoir populaire » : c'est un slogan de l'Unidad popular chilienne de l'époque d'Allende. Quelles sont vos références historiques et politiques en Italie et à l'étranger ?

*Catai* : C'est une très bonne question ! Au moment où nous avons commencé à utiliser ce slogan, nous ne savions pas grand-chose, du moins à Padoue, du précédent chilien. Nous étions conscients d'une filiation latino-américaine générique, on connaissait un peu l'histoire du Chili, mais rien de plus. Pour nous, c'était avant tout un slogan pertinent et potentiellement adapté à la situation actuelle, et nous avions le sentiment de nous rattacher à l'expérience cubaine ou à celle du Black Panther Party. Une ignorance initiale qui exprime un aspect de notre position à l'égard des références historiques et politiques.

Nous nous réclamons de la tradition communiste, admise d'une manière assez générique : et même cette appartenance, bien qu'elle soit sans doute valable pour tous les membres du groupe, est déclinée sous des formes et avec des degrés d'intensité très différents. Un autre aspect est celui dont il a déjà été question : nous essayons d'hériter de notre histoire, sans nostalgie, mais avec passion. C'est ce que représentait notre redécouverte de l'expérience chilienne à travers des projections de films et des débats au cours de ces deux dernières années.

Quelles sont donc nos références ? S'il fallait les nommer, on pourrait évoquer, avec les classiques du marxisme, Brecht, Fortini, le Black Panther Party, la phase initiale de la Révolution russe, Cuba, les débuts du mouvement socialiste et communiste italien, etc. En général, nous sommes des grands éclectiques... Comme nous ne sommes pas liés à l'un ou à l'autre « -isme » au sein de la grande famille du mouvement communiste, nous n'avons pas une grille fixe de références, ni des listes de proscriptions déjà rédigées et affichées sur les murs.

C'est sans aucun doute une position naïve, mais au final bienfaisante : en dernière instance, ce qui nous intéresse est de changer les choses ici et maintenant, et non d'être théoriquement et politiquement « fidèles à la ligne » (ou d'être fidèles à la ligne d'un point de vue théorico-politique). Au contraire, nous ne sommes que trop conscients du fait que « la tradition de toutes les générations disparues pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants », et c'est précisément ce à quoi nous voulons échapper. Ce qui ne veut pas dire jeter le bébé avec l'eau du bain, mais savoir ce qui est essentiel et ce qui est secondaire, où se trouvent les priorités. Et la priorité est ce qui nous entoure, non ce qui est derrière nous.

Ainsi, ce que nous faisons, aussi à travers nos activités culturelles, est finalement une tentative non systématique de lire l'histoire à rebrousse-poil. Si quelque chose nous convient, nous le gardons ; si cela n'a pas marché, on s'en débarrasse sans trop de scrupules – on assume cela, sans dissimulations, sans tragédies.

Il a été beaucoup question, ces dernières années, d'une certaine « mélancolie » de la gauche, qui viendrait de sa tradition de défaites, de sa condition post-soviétique. Eh bien, nous pourrions essayer de proposer cette formule : dans la phase actuelle, nous croyons plus utile de prendre le risque d'être démunis du point de vue théorique mais capables de redonner sa centralité à la praxis ici et maintenant et d'apprendre d'elle, que d'être « mélancoliques » et résignés, incapables d'expérimenter, d'être efficaces.

*Cahiers* : Qu'est-ce que « Berta » ? D'où ce projet est-il né ?

*Catai* : Berta est une initiative qui a pris forme dans un immeuble dont le propriétaire était l'ATER, l'institution régionale qui gère le secteur public du bâtiment en Vénétie : c'est une petite maisonnette à un seul étage, entourée d'une cour sur tous les côtés, et utilisée jusqu'à il y a quelques années comme foyer pour personnes âgées, avant d'être laissée à l'abandon.

Nous avons trouvé cet espace au moment où nous étions en train d'arpenter la ville à la recherche d'un site pour ouvrir une « maison du peuple »<sup>8</sup>, c'est-à-dire un espace où faire du travail social, où mettre en pratique les suggestions qui nous viennent des autres régions italiennes, en premier lieu de Naples, et de vérifier leur efficacité dans un quartier populaire dont la composition est très différente par rapport à la zone urbaine où se trouve Catai.

Après avoir demandé l'ATER leur accord pour l'utilisation de l'immeuble, en présentant un plan détaillé des activités que nous souhaitons réaliser, et avoir attendu inutilement pendant un an, le 1er mai 2019 nous décidons d'occuper le site et de le transformer en une « maisonnette du peuple » nommée d'après Berta Caceres, une activiste hondurienne tuée en 2016 à cause de sa lutte pour défendre l'environnement, les femmes et les populations indigènes. Par-là, nous nous inscrivons dans l'action générale que *Potere al Popolo* est en train de mener sur tout le territoire national : ouvrir partout, dans les grandes métropoles ainsi que dans les centres de la province, des « maisons du peuple », des structures fonctionnant comme des lieux de solidarité et de rencontre, des lieux d'organisation politique et de production culturelle, des espaces où « nos gens » puissent se retrouver et se reconnaître les uns les autres – et qui, déjà par leur nom, se rattachent aux origines du mouvement ouvrier italien et aux luttes menées entre la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et les premières décennies du XX<sup>ème</sup>.

Comme nous l'avons dit, Berta naît du besoin que nous ressentons de sortir des enceintes de Catai, de nous déplacer vers d'autres zones de la ville et vers des secteurs de la société avec lesquels nous n'arrivons pas à établir un contact à partir de notre site loué au centre-ville. L'idée serait de gérer les deux sites, tout en différenciant leurs profils respectifs.

*Cahiers* : De quelle manière coexistent Catai, Berta et *Potere al Popolo* ? Y-a-t-il des superpositions, des confusions entre eux – ou plutôt leur articulation amplifie-t-elle leur efficacité ?

*Catai* : Cette question correspond aux questions qu'on se posait tant avant l'adhésion à *Potere al Popolo* qu'avant la constitution de Berta, et à nos tentatives de rendre claires nos idées à propos de ce qu'on allait faire et sur les manières de s'assurer que cela puisse marcher. Comme on l'a constaté par la suite, la réponse réside dans ce que l'on réussit à produire concrètement, par-delà les schémas et les hypothèses théoriques dont la fonction est de fournir des pistes et des indications, mais

nullement des modèles auxquels ramener la praxis qui s'articule dans les activités quotidiennes.

Ainsi, les trois instances que votre question mentionne sont à voir comme trois bourgeons de la même plante : elles expriment une seule et unique idée, mais à partir de trois points de vue différents et à des échelles différentes. Il s'agit finalement d'une seule et unique exigence : celle de nous donner nous-mêmes les conditions pour agir efficacement sur les processus qui gouvernent notre existence, faire quelque chose de ce qui est fait de nous, agir collectivement – à une époque où tout semble opérer pour empêcher la simple possibilité de le faire.

Certes, cette identité en dernière instance ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de moment ou de point où des contradictions pourraient surgir entre Catai, Berta e *Potere al Popolo* (par exemple : espace étudiant contre espace populaire, sujet politique organisé contre collectif moins structuré et plus « mouvementiste ») ; ces difficultés ne sont occultées ou refoulées, mais doivent être assumées et surmontées, c'est-à-dire qu'elles doivent être visées et abordées non pas d'une manière abstraite et idéologique, mais en étant toujours attentifs à la matière vivante qu'on est en train de traiter – c'est à cette condition-là que tout cet ensemble finira par connaître une augmentation de son efficacité, et non pas de la confusion.

*Cahiers* : Si vous regardez devant vous, qu'est-ce que vous voyez à l'horizon ?

*Catai* : Quand un visiteur entre dans le site de Catai, il voit d'emblée un grand tableau, qui couvre entièrement le mur devant l'accès principal : c'est la *Cavalerie rouge* de Malevič. Un ciel azur se prolonge dans le blanc avant de toucher le sol noir – ce n'est que la première strate d'une série de bandes multicolores (rouge, jaune, verte, noire) composant le reste du tableau. Dans la bande blanche, des cavaliers rouges touchant la terre noire se dirigent, à travers l'espace du tableau, de droite à gauche, d'est à ouest.

Juste avant l'ouverture de Catai, on a visité une exposition consacrée à Malevič à Bergame, et, pendant les travaux d'aménagement de cet espace en train de devenir le nôtre, devant ses murs blancs, nous nous sommes souvenus de ce tableau, assez facile à reproduire.

Outre l'image, Malevič a ajouté ce commentaire : « Le mouvement de l'homme qui espère atteindre le bien ressemble à ces fous qui, après avoir vu l'horizon, se sont lancés dans cette direction-là car ils croyaient y trouver la fin du monde, en oubliant qu'on est tous sur la ligne d'horizon et que point n'est besoin de courir dans telle direction plutôt que dans telle autre ». Une phrase assez énigmatique, mais que l'on peut lire de la manière suivante : notre horizon, nous le trouvons ici et maintenant, dans ce que nous faisons tous les jours, un jour après l'autre ; il n'y a pas d'écart entre deux temps, un « lendemain » auquel remettre la solution des contradictions présentes – notre « lendemain », nous le trouvons dans les anticipations que nous arrivons à créer aujourd'hui.

Un siècle et demi après Marx et Rimbaud, presque un siècle après André Breton, « transformer le monde » et « changer la vie » continuent finalement à être deux mots d'ordre n'en faisant qu'un seul.

---

## NOTES

1. Réforme du droit du travail proposée par le gouvernement de Matteo Renzi, visant à rendre plus « flexible » le marché du travail.
2. Organisation des patrons italiens ;
3. Collettivo, *Dove sono i nostri. Lavoro, classe e movimenti nell'Italia della crisi*, Firenze, La Casa Usher, 2014.
4. Littéralement : « Ancien HPJ Occupé "J'suis fou" (*Je so' pazzo* en patois napolitain).
5. Nous traduisons par « centre-social » avec un tiret l'italien « centro sociale » au sens politique du terme, pour le distinguer des réalités institutionnelles du même nom. Les « centres-sociaux » sont une forme politique typique de la gauche extraparlamentaire italienne depuis la fin des années 1970, devenue un élément caractéristique du militantisme et de la contreculture d'extrême gauche dans les années 1980 et 1990. Il s'agit de structures autogérées, utilisant souvent des immeubles ou des espaces privés ou publics laissés à l'abandon ou sous-utilisés (on parle en ce sens de « centre-social occupé », et d'« occupation » ou de « réappropriation » comme pratiques militantes), dont les fonctions sont multiples : nœud d'un réseau politique ou contre-culturel, organisation d'activités militantes, culturelles et artistiques, lieu de vie pour personnes précaires, animation d'activités récréatives... Depuis plusieurs années, les instances politiques locales ont commencé à régulariser certains centres-sociaux réinvestissant des espaces privés inutilisés et menant des activités socialement utiles.
6. Mouvement politique-sociale de gauche radicale, né de l'alliance de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives, qui a participé aux élections politiques nationales de 2018 et à plusieurs élections locales en 2018-19, en ouvrant en même temps une trentaine de « case del popolo » (voir note 8).
7. En 2016, un « non » majoritaire lors d'un référendum a empêché une réforme de la Constitution voulue par le Premier ministre Matteo Renzi. Par-delà les contenus de la réforme, l'enjeu, pour beaucoup de partisans du « non », était de remporter une victoire contre un dirigeant incarnant les politiques néolibérales. Matteo Renzi a démissionné immédiatement après la défaite du « oui » au référendum.
8. Les « case del popolo » ont constitué une forme caractéristique du mouvement ouvrier socialiste et communiste. Il s'agit de lieux réunissant des communautés ouvrières, souvent liées à des organisations politiques et syndicales, revêtant des fonctions différentes : travail coopératif, mutualisme, activités culturelles et récréatives... En outre, la « maison du peuple » représente la visibilité du mouvement ouvrier sur un territoire et sa présence active dans la vie publique d'une communauté. En Italie, où cette forme politique et sociale s'est particulièrement développée, la première « maison du peuple » est fondée en 1893 autour d'une entreprise coopérative socialiste dans la province de Reggio Emilia. Jusqu'à la fin du mouvement ouvrier en Italie et à la dissolution du PCI, les « case del popolo » ont constitué un trait caractéristique de la vie politique et sociale italienne.

---

## RÉSUMÉS

Cet entretien naît du souhait de connaître et de faire connaître l'histoire du collectif padouan Catai, de réfléchir avec ses membres sur leur trajet pendant les quatre ans de vie de l'association, de comprendre la définition des objectifs, l'évolution et les perspectives de ce projet.

## INDEX

**Mots-clés** : communisme, pouvoir populaire, Italie, Padoue, entretien

**Index chronologique** : XXI<sup>e</sup> siècle

**Index géographique** : Italie, Europe

## AUTEURS

### MARCO RAMPAZZO BAZZAN

Professeur dans le Département de Philosophie de l'Universidade Federal do Espírito Santo (UFES), Brésil. Courriel : marco.rampazzo.bazzan@gmail.com

CV Lattes : <http://lattes.cnpq.br/1141684502513379>

### CATAI

Catai est le nom d'un collectif et d'un lieu de rencontre, d'organisation, d'élaboration culturelle et p

olitique, nés dans la ville italienne de Padoue en janvier 2016.